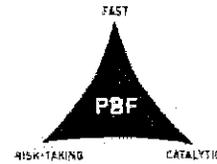


IRF – DESCRIPTIF DE PROJET

FORMULAIRE 2.1



**Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) /
Fonds pour la consolidation de la paix (le Fonds)**

<p>Intitulé du projet : Projet d'Appui au Cycle Électoral de la république Centrafricaine (PACEC)</p>	<p>Entité(s) bénéficiaire(s) de l'ONU : Programme des Nations Unies pour le Développement</p>
<p>Personne à contacter concernant le projet : Aboubacar Koulibaly – Directeur Pays, Avenue B. BOGANDA BP 872 Bangui –R.C.A. Téléphone : + 236 75 50 12 47 <i>E-mail</i> : aboubacar.koulibaly@undp.org</p>	<p>Partenaire(s) d'exécution :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Autorité Nationale des Élections (A.N.E), - Ministère de l'Administration du Territoire de la Décentralisation et Régionalisation (MATDR). - Ministère de La Sécurité Publique de l'émigration immigration
<p>Site du projet : Bureau Pays PNUD RCA</p>	<p>Zone intervention : République Centrafricaine</p>
<p>Descriptif du projet : La Contribution du Fonds de Consolidation de la paix (PBF) vise la sécurisation du processus électoral pour que les élections puissent se dérouler dans un environnement sécurisé et paisible. Elle est en cohérence avec le cadre de l'assistance technique du PNUD au Gouvernement de la RCA et procède également de la volonté des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) d'accompagner le cycle électoral et de contribuer à la réalisation des activités liées à l'organisation des consultations générales à savoir: le référendum constitutionnel, les élections présidentielle et législatives prévues durant le cycle 2014-2016. Cette contribution s'inscrit dans le cadre d'un cycle électoral comprenant les phases préélectorales, électorales et post-électorales et vise à renforcer les capacités des autorités nationales dans la conduite du processus électoral dans un climat sécurisé et apaisé.</p>	<p>Coût Total du Projet : USD 36,652,008 Contribution du PBF : USD 1,027,200 Apport gouvernemental : Non inscrit au Basket Autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - PNUD : USD 2,000,000 - Union Européenne : USD 20,202,020 - France : USD 559,025 - France (AFD) : USD 2,237,136 - Italie : USD 223,713 - Union Africaine : USD 500,000 - UN Women : USD 170,000 - Japon : USD 400,000 - Maroc : USD 500,000 - Congo : USD 1,715,265 - USA : USD 1,635,228 <p>Date de démarrage du projet : Novembre 2014 Date d'achèvement du projet : Décembre 2016 Durée totale (en mois) : 26 mois</p>

11

« Score » sur l'égalité entre les sexes (« Gender Marker ») : 1
Note 3 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes comme principal objectif.
Note 2 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes parmi leurs objectifs.
Note 1 pour les projets contribuant en partie à l'égalité entre les sexes mais pas de manière significative.
Note 0 pour les projets qui ne visent pas contribuer à l'égalité entre les sexes.

Résultats du projet :

- Les auxiliaires de sécurité contribuent efficacement à la création d'un environnement apaisée pour la bonne conduite des scrutins électoraux de 2015 – 2016
- L'élection des nouvelles Institutions (exécutif et parlementaire) en vue d'un retour à l'ordre constitutionnel ordinaire.

Domaine de résultat du Fonds :
Ce projet s'inscrit dans le Deuxième Axe prioritaire du Fonds de consolidation de la paix à savoir «Promotion de la Bonne gouvernance et de l'État de Droit » pour lequel il contribue à atteindre le Résultat 2 à savoir « les élections transparentes et crédibles sur l'ensemble du territoire.

DESCRIPTIF DE PROJET IRF

Extrants et activités clés :

Extrants

- Un plan de sécurité électoral est développé avec une assistance technique de court terme
- Les auxiliaires de sécurité ainsi que les autorités compétences sont formés sur la question de la sécurisation du processus
- Les bâtiments électoraux (Centres d'enregistrement, bureaux de vote) et les entrepôts de l'ANE sont sécurisés.
- Des équipements de communication, d'identification et de protection sont acquis au profit des agents auxiliaires de sécurité
- Les frais de substance des agents déployés sont pris en charge par le projet.
- Un Centre de coordination et de suivi des incidents de sécurité est mis en place au sein de l'A.N.E ;

Activités clés : la contribution sera utilisée pour :

- (1) Appuyer les efforts de sécurisation des auxiliaires de sécurité, en terme d'équipements de Communication ;
- (2) Recrutement et formation des auxiliaires de sécurité
- (3) Appui au paiement des indemnités journalières des auxiliaires de sécurité

¹ PBSD prend en compte l'intégration des femmes et des jeunes filles à tous les projets du Fonds, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité 1325, 1612, 1888, 1889.

(Pour les projets financés par l'IRF)

Entité(s) bénéficiaire(s)

Laurent RUDAS
Directeur Paye

[Redacted]
Nom de l'Agence : Programme des Nations Unies pour le Développement

Date et cachet

Représentant des autorités nationales

Mme Marie Madeleine N'KOUET née HOORNAERT

Signature : [Redacted]

Titre : Présidente de l'Autorité Nationale pour les Elections (A.N.E.)

Date et Cachet

Accepté par (le Gouvernement) :

S.E. Florence LIMBIO

[Redacted]
Signature : [Redacted]

Titre : Ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération Internationale, chargée des Pôles de Développement

Date et Cachet

Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)

M. Oscar FERNANDEZ-TARANCO

Signature : [Redacted]

Titre: Sous-Secrétaire-Général pour la Consolidation de la Paix
Peacebuilding Support Office, NY

Date & Cachet

Représentant des Nations Unies

M. Aurélien AGBENONCI

Signature : [Redacted]

Titre : Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général, Coordonnateur Résident du Système des Nations unies, Coordonnateur Humanitaire et Représentant Résident du PNUD

Date et Cachet

Table des matières :

I.	Contexte relatif à la consolidation de la paix et justification du financement par le Fonds	
a)	Contexte relatif à la consolidation de la paix.....	P.5
b)	État des lieux des activités relatives à la consolidation de la paix actuellement en cours et déficits à combler.....	P7
c)	Justification du financement par le mécanisme de financement des interventions rapides (IRF).....	P16
II.	Objectif du soutien du Fonds et mise en œuvre	
a)	Résultats du projet, théorie de changement, activités, cibles et enchaînement.....	P17
b)	Budget.....	P18
c)	Capacité des entités de l'ONU bénéficiaires et des partenaires d'exécution.....	P19
III.	Gestion et coordination	
a)	Gestion du projet.....	P20
b)	Gestion des risques.....	P21
c)	Suivi et évaluation.....	P22
d)	Dispositions administratives (langage normalisé).....	P22
	Annexe A : Résumé du projet (à fournir sous format Word au Bureau du MPTF).....	P24
	Annexe B : Cadre de résultats du projet PRF.....	P25

Table des matières :

I. Contexte relatif à la consolidation de la paix et justification du financement par le Fonds

- a) Contexte relatif à la consolidation de la paix
- b) État des lieux des activités relatives à la consolidation de la paix actuellement en cours et déficits à combler
- c) Justification du financement par le mécanisme de financement des interventions rapides (IRF)

II. Objectif du soutien du Fonds et mise en œuvre

- a) Résultats du projet, théorie de changement, activités, cibles et enchaînement
- b) Budget
- c) Capacité des entités de l'ONU bénéficiaires et des partenaires d'exécution

III. Gestion et coordination

- a) Gestion du projet
- b) Gestion des risques
- c) Suivi et évaluation
- d) Dispositions administratives (langage normalisé)

Annexe A : Résumé du projet (à fournir sous format Word au Bureau du MPTF)

Annexe B : Cadre de résultats du projet PRF

h

h

h

COMPOSANTES DU PROJET :

I. Contexte relatif à la consolidation de la paix et justification du financement par le Fonds

a) Contexte relatif à la consolidation de la paix :

La République Centrafricaine est un vaste pays enclavé de 623 000 Km², situé en Afrique centrale avec une population estimée à 4,5 millions. Le pays est classé 185^{ème} sur 187 de l'Indice de Développement Humain, et connaît, depuis plus de deux décennies une succession des crises militaro-politiques les plus aigües. La vie sociopolitique récente a été marquée par des violents conflits, facilités entre autre, par la faiblesse structurelle de l'Etat, le faible niveau de développement des régions et l'incapacité de l'Etat à assurer un contrôle approprié de ses frontières dans une région en proie à des instabilités permanentes. L'ensemble des pays voisins, à l'exception du Cameroun, a connu un conflit armé.

La crise enclenchée par les attaques rebelles de décembre 2012, suivies par le coup d'état du 24 mars 2013, a conduit, en particulier, à des violences sans précédent, caractérisées par des violations massives des droits de l'homme, des tueries et mutilations diverses, le pillage et la destruction des édifices publics et privés.

La crise, au-delà de la destruction de l'appareil d'Etat qu'elle a engendré, a ébranlé les fondements socio-politiques du pays, accentué les antagonismes régionaux, contraignant ainsi le déplacement massif des populations civiles dans les pays voisins et dans les camps de déplacés internes. En juillet 2014, le pays enregistrait environ 398 995 réfugiés et 512 700 déplacés internes dont 87 700 dans la capitale Bangui.

Au plan politique, comme indiqué par le rapport des consultations populaires organisées auprès de toutes les composantes de la société centrafricaine dans le cadre de la préparation du Forum de Bangui, l'accumulation des tares de la mauvaise gouvernance a contribué d'année en année à la fragilisation et la déliquescence de l'Etat à travers ses différentes institutions administratives, judiciaires et sécuritaires. Dans le climat d'insécurité et d'instabilité du moment, et avec la destruction et le pillage particulièrement ciblés des édifices et biens publics, la récente crise a porté un coup dévastateur au fonctionnement et à l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire national.

Le récent regain de tensions à Bangui et certaines villes de l'intérieur ayant entraîné des affrontements interreligieux sanglants et dévastateurs du tissu social, montre à quel point, les antagonismes communautaires restent profonds, et qu'ils vont augmenter au fur et à mesure que nous approchons de la période électorale.

C'est dans ce contexte particulièrement difficile qui menace la survie de l'Etat centrafricain que les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), appuyés par les principaux partenaires de la RCA, ont engagé des actions en vue de trouver un consensus politique national. Ainsi, sous les auspices de la CEEAC, furent conclus à Libreville, en janvier 2013, un accord de cessez-le feu et un accord politique, ouvrant la voie à la transition politique à travers la mise en place d'un Gouvernement incluant tous les belligérants de la crise. En dépit de la

prise du pouvoir par l'ex rébellion Séléka en mars 2013, cet accord politique sera reconduit par le Sommet de N'Djamena qui définit une Feuille de route devant permettre une sortie définitive de la crise par la tenue au bout de seize (16) mois d'élections libres, crédibles et transparentes.

Dans la même démarche, et afin d'aider à la stabilisation du pays, furent successivement mises en place, la Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique (MISCA), sous la conduite Africaine, avec pour mandat le maintien de la paix en RCA, autorisée le 5 décembre 2013 par le Conseil de Sécurité des Nations Unies (Résolution 2127) ; et la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations pour la Stabilisation en République Centrafricaine (MINUSCA), créé en 2014 par la résolution 2149 du Conseil de Sécurité des Nations Unies pour remplacer la MISCA.

Le déploiement de ces forces internationales, auxquelles il faut ajouter les forces françaises et européennes (Sangaris et Eufor), a permis de réduire les violences à grande échelle. Sur cette base, la signature d'un Accord de cessation des hostilités, à Brazzaville (juillet 2014) a été la première étape du processus de paix qui a conduit à l'organisation d'un Forum National de Bangui, avec la participation de toutes les forces vives de la Nation.

En prélude au Forum, et pour s'assurer de l'adhésion des populations, le Gouvernement de transition a conduit des consultations populaires à la base sur l'ensemble du territoire national et dans les pays ayant accueilli des réfugiés centrafricains (Cameroun, Congo-B, RD-Congo, Tchad). Ce Forum sera sanctionné par la conclusion d'un PACTE dénommé «Pacte républicain pour la paix, la réconciliation et la bonne gouvernance», qui consacre l'engagement consensuel de tous les acteurs pour la paix durable et la reconstruction du pays à travers cinq (5) domaines prioritaires : (i) la gouvernance et les réformes institutionnelles, (ii) la restauration de l'autorité de l'État et le redéploiement de l'administration et la décentralisation, (iii) la justice et la réconciliation, (iv) la paix et la sécurité, et (v) le développement économique et social. Si la conclusion de ce Pacte a suscité un espoir réel pour le retour à la paix et à la stabilité en Centrafrique, le défi lié à sa mise en œuvre reste de taille.

Pour juguler cette situation et permettre un retour rapide à une situation constitutionnelle normale, le Gouvernement avec l'appui de la communauté internationale a élaboré une feuille de route de la Transition, adoptée en octobre 2013. Cette Feuille de Route prévoit l'enregistrement des électeurs, l'organisation d'un referendum portant sur un projet de Constitution, des élections législatives et des élections présidentielles qui devraient avoir lieu d'ici février 2015. Ces prévisions sont réaffirmées dans les Résolutions 2134, 2149 et 2014 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, adoptées le 28 janvier 2014.

S'agissant de l'organisation de la sécurité des élections, il faudra noter qu'environ 2.000.000 des Centrafricains, soit près de 90% des personnes éligibles, sont déjà inscrits et prêts à apporter leur voix lors des trois (3) scrutins prévus pour le mois décembre 2015 et janvier 2016. Au vue des risques sécuritaires probables, il est important d'assurer un minimum de sécurité pour les acteurs civils et les acteurs politiques qui prendront part aux scrutins. C'est ainsi que, pour sécuriser les centres et les bureaux de vote, la MINUSCA, avec le concours du PNUD et de l'ANE, a mis en place un plan de sécurisation des élections qui propose le recours aux auxiliaires civils de sécurité compte tenu du nombre limité d'agents des Forces de Sécurité Intérieure (FSI), estimées à

environ 3500, et le fait que les Forces Armées Centrafricaines (FACA) sont aujourd'hui partiellement opérationnelles.

La problématique de la sécurité implique que l'ensemble des outils et moyens existants soient utilisés (Forces internationales, les FSI) avec un mécanisme d'observation et de surveillance des lieux stratégiques lors des scrutins en vue de réduire la probabilité de survenance d'incidents sécuritaire majeurs. La création d'un centre de coordination des opérations électorales (CCOE) dont le rôle primordial sera de suivre de près les scrutins électoraux afin de parer à tout déficit sécuritaire.

L'Autorité Nationale des Elections (A.N.E) a été instituée en novembre 2013 par le Code électoral révisé. Il s'agit d'un organe technique permanent, doté d'une personnalité juridique et qui dispose d'une autonomie administrative et financière. Elle dispose de prérogatives de d'autorité publique. L'A.N.E est indissoluble et ses membres sont irrévocables et inamovibles.

L'A.N.E est chargée de la préparation, de l'organisation et de la supervision des élections présidentielles et législatives et du référendum constitutionnel, ainsi que d'assurer la publication des résultats provisoires des consultations électorales. Les sept membres de la structure nationale de l'A.N.E ont été nommés depuis décembre 2013 pour une durée de 7 ans, sur base de critères de compétence, de probité et d'indépendance. Ils sont proposés les pouvoirs publics, la société civile et les partis politiques auxquels, il a été demandé de proposer des personnalités de confiance qui ne sont pas leurs adhérents. L'inamovibilité des membres est en fait un facteur susceptible de les mettre relativement à l'abri des pressions politiques, surtout en association avec une indépendance financière effective.

a) État des lieux des activités relatives à la consolidation de la paix et gaps

Pour soutenir le processus électoral en RCA, de nombreux partenaires bi et multilatéraux (NU, UE, UA, Cameroun, France, Japon, Italie, USA) sont fortement mobilisés. Dans cette dynamique, le PNUD a développé un projet pour appuyer le processus électoral, à travers l'ANE et de contribuer à la réalisation des activités liées à l'organisation des consultations générales à savoir : le référendum constitutionnel, ainsi que les élections présidentielle et législatives prévues durant le cycle 2014-2016. L'assistance technique et financière, qui s'inscrit dans le cadre d'un cycle électoral comprenant les phases préélectorales, électorales et post-électorales, se déroulera à travers les composantes suivantes :

Composante 1- Appui à l'enregistrement des électeurs

Composante 2 - Appui aux opérations électorales

Composante 3 - Appui à l'éducation civique et à la communication

Composante 4 - Renforcement des capacités et gestion/coordination du programme

Cet appui est en ligne avec les priorités fixées par le gouvernement de transition et le pacte républicain adopté par le Forum de Bangui en mai 2015, et est alignée avec les perspectives du Fonds de consolidation de la paix des Nations unies (PBF) dans le cadre du développement d'un cadre stratégique sous lequel compte ou devrait intervenir le Bureau de Consolidation de la Paix (PBSO) en Centrafrique dans un proche avenir, en collaboration avec les partenaires clés, y compris la MINUSCA et l'Équipe pays des Nations Unies (UNCT).

Les interventions du PBF en Centrafrique (septembre 2015) peuvent être visualisées dans le tableau ci-dessous :

Projet	Date de démarrage	Montant (en US\$)
Emergency rehabilitation of the functional capacities of Police stations and Gendarmerie brigades in Bangui (UNDP)	Déc 2013	\$2.5m
Increase human rights monitoring capacities and capacity building of civil society (OHCHR)	Dec 2013	\$1.0m
Emergency support to 4-month salary payments to Police & Gendarmerie accompanying World Bank (UNDP, GoCAR)	May 2014	\$5.7m
Support to the voluntary return and reinsertion of ex-Seleka (IOM with support from MINUSCA)	June 2014	\$2.5m
Support to national political dialogue and community reconciliation efforts (UNDP)	Dec 2014	\$2.7m

Le tableau ci-dessous présente l'état des lieux des interventions prioritaires en cours et les gaps à combler.

KL





Tableau 1 – État des lieux des activités relatives à la consolidation de la paix actuellement en cours et déficits à combler

Résultats ou Thématiques visés	Source de financement	Principaux projets	Durée	Cibles et localités	Budget en dollars US	Description des déficits majeurs à combler
Sécurité (Police et Gendarmerie)	PNUD/WB/PBF	Appui au paiement des salaires de la police et de la Gendarmerie et Contribution à la vérification du fichier de la solde	2014-2016	Bangui, Binbo et Begoua	5 762 600	Situation sécuritaire sensiblement améliorée à Bangui. Dans le reste du pays, la MINUSCA se déploie progressivement; mais le contexte reste très préoccupant : absence des services de sécurité de l'État – police/ gendarmerie et besoin urgent de réhabilitation des infrastructures, de redéploiement et formation du personnel, équipement
	PNUD/PBF	Appui à la restauration d'urgence des capacités fonctionnelles de la police et de la gendarmerie à Bangui	2013-2015	Bangui	2.473.899	Certains bâtiments réhabilités ont été de nouveau pillés lors des événements récents à Bangui. Le déploiement des agents en nombre et qualité ne suit pas toujours et ceux-ci ne disposent pas souvent de moyens

Résultats ou Thématiques visés	Source de financement	Principaux projets	Durée	Cibles et localités	Budget en dollars US	Description des déficits majeurs à combler
						adéquats pour leur propre protection. La Co-localisation avec les éléments d'UNPOL n'est pas encore effective sur tous les sites.
	UE	RESEJEP - Réhabilitation des secteurs de la justice et de la police en RCA	2012-2016	Bangui	1 899 330 EUR	
Administration territoriale Réhabilitation et équipement des bâtiments administratifs des préfectures des zones sécurisées Appui au renforcement des capacités et au déploiement de l'administration territoriale	MINUSCA	Réparation / remise à niveau et équipement des bâtiments endommagés par le conflit / Formation des cadres et autorités territoriales	1 an: de juillet 2015 à juin 2016 (renouvelable chaque année)	RCA Infrastructure Formation	Fonds d'appui et relais dans l'attente de financement plus conséquent. QIPs (1 million de dollars en 2014-2015. 3 millions de dollars en 2015-2016). Fonds programmatiques (250.000 dollars en 2015-2016). Conseil et appui technique par le personnel des Affaires	La MINUSCA-s'est engagée pour la réhabilitation des bâtiments administratifs / fourniture de kits d'équipements, le déploiement et la formation de l'Administration territoriale déconcentrée. Mais, des efforts considérables sont encore nécessaires pour avoir une administration

Résultats ou Thématiques visés	Source de financement	Principaux projets	Durée	Cibles et localités	Budget en dollars US	Description des déficits majeurs à combler
					Civiles (88 staff à Bangui et dans 11 bureaux de secteur)	opérationnelle à même de pacifier le pays et répondre aux attentes des populations (réhabilitation des locaux des services sectoriels, des collectivités locales, formation/renforcement des capacités des différents acteurs, y compris en coordination et de gestion du développement local)
	SANGARIS	Réparation et remise à niveau fonctionnel des bâtiments endommagés par le conflit 2 sous-préfectures 1 Tribunal GI et 1 Cour d'Appel	2014-2015	Grimari Bossangoa Bambari, Dekoa Maison des jeunes de Fatima — Bangui Marie du 1 ^{ier} , 4 ^e , 6 ^e , 7 ^e et 8 ^e de Bangui	60 000 EUR	

M

[Signature]

Résultats ou Thématiques visés	Source de financement	Principaux projets	Durée	Cibles et localités	Budget en dollars US	Description des déficits majeurs à combler
	Union Européenne	Appui au redéploiement Administration publique (réhabilitation de bâtiments administration + fourniture de kits d'équipements)	2015-2016	14 préfectures et 64 sous-préfectures	5.771.816 EUR	
		AT au MATDR pour le renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation / déconcentration	12 mois (juillet 2015 à juin 2016)	Niveau National		
	Mission française de Coopération	AT au MADTR chargé d'appuyer le programme de redéploiement de l'Administration	2014-2015	Niveau National	650 000 EUR	
	Union Européenne	Mise en place de pôles de développement (PDD) – 10 ^e FED / Relance économique et restauration des services sociaux de base	2012-2015	Kaga-Bandoro, Batangafo, Bossangoa, Paoua, Bouar	3 698 662 EUR	
	PNUD/PBF	Appui au Redéploiement de l'Administration publique et à la Revitalisation Socio-Économique des Communautés	2015-2017	RCA	3 000 000 (920,958 US\$ à mobiliser)	

Résultats ou Thématiques visés	Source de financement	Principaux projets	Durée	Cibles et localités	Budget en dollars US	Description des déficits majeurs à combler
Appui à la tenue des élections	PNUD	Appui au cycle électoral de la RCA (2015-2016)	2014-2015	RCA	44 827 547 (34.220644 à mobiliser)	Appui à l'opérationnalisation de l'Autorité Nationale des Elections et mise en œuvre de la logistique électorale
	Etats Unis/INL	Sécurisation des élections	2014-2015	RCA	1.600.000	Sécurisation des élections dans un environnement très volatiles ; logistiques difficiles et manque d'infrastructures
Emploi/Stabilisation des moyens d'existence des communautés	PNUD/BPPS/Australie	Programme d'appui à la stabilisation des moyens d'existence, à la protection et à la résilience des communautés (PRESCO)	2014-2016	Bangui et ses environs / Préfectures Haute Koto, Nana Gribizi, Ouham, Ouham Pende	27 093 450 (20.093450 à mobiliser)	Pratiquement tout reste à faire à l'intérieur du pays pour stabiliser les conditions de vie des populations et relancer les activités économiques, notamment pour les jeunes.
	Banque mondiale	Travaux de réhabilitation et d'entretien de routes rurales par l'approche THIMO	12 mois (2015/16)	5 régions pilotes (à étendre par la suite)	20 millions	
Justice	UNOPS	Construction de deux prisons modernes	18 mois	Bouar et Bria	1 700 000	Avec les projets en cours, des progrès notables sont attendus

Résultats ou Thématiques visés	Source de financement	Principaux projets	Durée	Cibles et localités	Budget en dollars US	Description des déficits majeurs à combler
						en termes de réhabilitation des infrastructures (seuls les tribunaux de Bangui, Bimbo et Berberati sont actuellement fonctionnels), de renforcement des capacités des acteurs et de réforme du cadre légal. Mais, environ la moitié du budget est à mobiliser.
	PNUD et PBF	Appui au processus de réconciliation nationale pour une paix durable en RCA	2015/2016	Phase 1 : Haute Koto, Nana Gribizi, Ouham, Ouham Pende Phase 2: 3 préfectures.	4 757 400 (1.531.704 à mobiliser)	Les progrès notables ont été accomplis avec l'appui de ce projet au niveau national avec la tenue du forum national, l'organisation des consultations locales ainsi que le renforcement des capacités du ministère de la réconciliation nationale. Néanmoins, les plateformes politiques ne

Résultats ou Thématiques visés	Source de financement	Principaux projets	Durée	Cibles et localités	Budget en dollars US	Description des déficits majeurs à combler
						participent que faiblement au processus politique en cours. Il apparaît donc clairement le besoin de les inclure en prévoyant des interventions ciblées sur les acteurs politiques dans le processus de réconciliation nationale et les élections.
	Projet conjoint PNUD/BCPR/ ONUFEMMES/D anemark	Projet conjoint d'appui à la Lutte contre les Violations des Droits de l'Homme et à la Relance de la Justice	2014-2017	Bangui, Bimbo, Bouar, Ouham, Bambari/Bria, Ouham-Pende et de la Nana-Gribizi	14.984.004 (9.426.669 à mobiliser)	

Justification du financement par l'IRF :

Le budget prévisionnel initial du Projet d'Appui au Cycle Electoral en Centrafrique avait été arrêté à USD 43, 483,745 au moment de la signature du document de projet. Face à la difficulté de mobiliser des ressources pour couvrir ses besoins, ce budget a été revu à la baisse à hauteur d'USD 36, 652,008. Cependant, à moins d'un mois du premier scrutin, le déficit de mobilisation persiste à hauteur de USD 3.7 millions tandis que le décaissement de 42% des accords de contribution signés soit USD 13, 070,490 reste toujours attendu.

Le plan de sécurisation du processus électoral établi par la MINUSCA tient compte des besoins d'éléments civils à déployer dans les bureaux de vote pour assister les électeurs en les informant et les aiguillant vers leur bureau de vote. Ils pourront également assister les membres des bureaux de vote notamment, dans la manutention du matériel électoral.

Ce besoin n'avait pas été identifié au moment de la formulation du PACEC cependant, avec la relative dégradation de la situation sécuritaire tout au long de la mise en œuvre du processus de paix, il est apparu comme une nécessité. De plus, la crise sécuritaire qu'a traversée la RCA du 26 septembre au 5 octobre 2015 ainsi que celle vécue le 26 octobre 2015 ont mis en exergue les difficultés des forces nationale et internationale à faire face à ce type de situation. Par ailleurs, depuis lors, la situation de sécurité n'est plus redevenue complètement calme.

On estime en effet que pour couvrir environ 5,000 bureaux de vote à raison de 2 agents par bureau, il faudrait mobiliser environ 10,000 agents de sécurité. Par contre, de l'ensemble des effectifs de Forces de sécurité de la Centrafrique seulement environ 4,000 agents seraient aptes à un déploiement pour ce type d'opération, d'où la nécessité de procéder au recrutement d'auxiliaire de sécurité sous la dénomination d'agents «d'appui aux élections».

Ces agents d'appui aux élections seront recrutés au sein de la population des jeunes dans les différentes régions d'intervention. Ils seront sélectionnés à la suite d'un processus de compétition qui démarrera avec l'affichage du poste dans les centres de vote. Les critères de sélection seront proches des exigences émises pour la sélection des agents d'enregistrement des électeurs et des membres des bureaux de vote à savoir notamment, avoir fait des études universitaires.

Les agents d'appui aux élections auront un rôle d'information et d'orientation des électeurs et des même des travailleurs électoraux le cas échéant. Ils joueront un rôle d'assistance aux électeurs notamment, ils assisteront les personnes vulnérables pour retrouver leur bureau de vote. Ces agents pourront également servir de relais en informant les agents de sécurité en cas d'incidents. C'est en quelque sorte sur ce plan, un système d'alerte précoce de sécurité. Ces jeunes étant membres des communautés votantes, ils seront plus efficaces à les canaliser et à les rassurer. Dans cette perspective, les agents d'appui aux élections ne disposeront aucunement d'équipements spécifiques.

L'appui du Fonds de consolidation de la Paix se situe dans le cadre de son mandat qui consiste entre autres, à soutenir la consolidation des processus politiques dans les cadres de sortie de crise afin que les pays se dotent le plus tôt possible d'Institutions légales et

légitimes en vue de se consacrer aux questions de développement au bénéfice de ses citoyens

II. Objectif du soutien du Fonds et mise en œuvre proposée

a) Résultats du projet, théorie de changement, activités, cibles et enchaînement :

Résultats du projet

L'appui du Fonds de Consolidation de la Paix (FCP) au Projet d'Appui au Cycle Électoral de la Centrafrique contribuera à l'organisation d'élections crédibles, sans violence et apaisées. Cet appui contribuera par ricochet, à la consolidation de la paix. Cet appui sera dédié essentiellement à une seule activité à savoir la participation au paiement des indemnités journalières des agents d'appui aux élections qui seront recrutés et déployés sur le terrain le jour des scrutins afin de contribuer à un établir un climat de confiance et un sentiment de sécurité pour faciliter l'expression libre du vote des électeurs. Il est important de signaler que ce projet soutenu par le Fond vient compléter le projet financé par les USA qui vise à former les agents d'appui aux élections le jour du scrutin. Il faut noter que ces agents pourront jouer un rôle d'alerte précoce des Forces internationales et nationales en charges de la sécurisation des scrutins.

Théorie de changement

En raison de la violence expérimentée par les citoyens centrafricains en 2013 et des soubresauts vécus au cours de la période de transition, et surtout les récentes troubles constatés en septembre et octobre 2015, il y a risque que l'incapacité des forces de sécurités intérieures et la quasi absence de capacités opérationnelles des Forces Armées Centrafricaines puissent négativement influencer la bonne tenue des élections, dans un climat apaisé. Il est donc souhaitable que le niveau de l'implication des acteurs civils locaux, surtout les jeunes qui peuvent faire l'objet des manipulations politiciennes, dans la sécurisation des bureaux de Vote et des centre de compilation des résultats pourra conduire à l'accroissement de la confiance des acteurs locaux dans le processus et ainsi réduire l'impact des incidents lors des scrutins. Par conséquent, si les élections n'enregistrent pas de violence le jour des scrutins ainsi qu'à la suite de la proclamation des résultats, alors la République Centrafricaine s'inscrira dans l'amorce d'une consolidation de la paix en vue de se consacrer à son développement économique et social.

Activités

Les activités couvertes par le FCP se rapportent à la participation de la sécurisation des élections, à travers la prise en charge des indemnités journalières des agents d'appui aux élections déployés les jours de scrutins. Cet appui consistera aussi à prendre en charge les frais de communication des agents d'appui aux élections pour pouvoir mieux informer sur tout incident éventuel. Il s'agira de pourvoir une dotation forfaitaire de 17 USD par agent de frais de communication par scrutin.

On estime à 12,000 le nombre d'agents de sécurité requis pour couvrir plus de 5,000 bureaux de vote sur l'ensemble du territoire. Cependant, l'effectif des forces nationales

de défense à même d'être déployé pour sur telle opération sont au maximum 6,000 personnes. D'où la nécessité de recruter 6,000 agents d'appui aux élections qui seront à déployer 3 jours avant le scrutin puis démobiliser 3 jours après le scrutin. Tenant compte des scrutins du Référendum, du 1^{er} tour des présidentielles combinés aux législatives ainsi que du deuxième tour, on estime que 18 jours devront faire l'objet de paiement d'indemnités à hauteur d'environ 5 \$ par jour. Ceci inclus la sécurisation des centres de compilation des résultats.

La contribution du FCP vient en complément de la contribution des USA qui appuiera la sécurisation des élections à travers la formation, l'acquisition de matériel non légal au profit des FSI.

b) Budget :

11 Tableau 2 : Budget de l'activité du projet

Résultat : La sécurisation du processus électoral est assurée et le processus électoral se déroule dans un environnement sécurisé et paisible.

<i>Numéro du produit</i>	<i>Nom des produits</i>	<i>Budget des produits par Entité bénéficiaire de l'ONU</i>	<i>Catégorie de dépense de l'ONU (voir tableau suivant pour les catégories)</i>	<i>Commentaires (par exemple sur les types de produit ou la justification du budget)</i>
Produit 1.1.	Paiement des indemnités journalières au profit des auxiliaires de sécurité	540 000		
Produit 1.2.	Frais de Communication	300 000		
Produit 1.3.	Formation des agents sur la sécurisation des élections	120 000		
	Frais de gestion à 7%	67 200		
Total		1 027 200		

Tableau 3 : Budget du projet par catégories de dépense de l'ONU

BUDGET D'UN PROJET DU FONDS				
	Catégorie de dépense	Montant de l'entité bénéficiaire XX	Montant de l'entité bénéficiaire	TOTAL
1	Personnel et autres employés			
2	Fournitures, produits de base, matériels	300 000		300 000
3	Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)			
4	Services contractuels (Formation)	100 000		100 000
5	Frais de déplacement	540 000	-	540 000
6	Transferts et subventions aux homologues			
7	Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	20 000		20 000
	Sous-total			
	8. Coûts indirects*	67 200		67 200
	TOTAL	1 027 200		1 027 200

c) Capacité des entités de l'ONU bénéficiaires et partenaires d'exécution :

Les fonds seront gérés conformément aux procédures du PNUD ainsi qu'à l'Accord portant l'établissement du « Basket funds » et des accords de partage des coûts. L'Unité de Gestion du Projet (UGP) établira régulièrement des rapports financiers et rapports d'avancement des activités. Ces rapports seront transmis au PBF.

L'UGP est composé d'un Conseiller Technique Principal, d'un expert en enregistrement (IT), de deux (2) experts logistiques, d'un expert en communication et média, d'un expert en opération PNUD, d'un expert finances PNUD, d'une assistante administrative et financière et de deux (2) chauffeurs.

Le projet visant également à la formation et transfert de connaissance à la partie nationale, des efforts sont fait pour contribuer à une appropriation par les acteurs locaux, des procédures et une transparence dans l'exécution des activités.

Conformément au document du projet PACEC, le présent projet sera soumis aux mêmes conditions d'assurance qualité dans son exécution directe par le Bureau du PNUD en République Centrafricaine et dans sa gestion qui sera axé sur les résultats. Le projet sera directement géré par le Conseiller technique principal du projet PACEC et sera supervisé par le Directeur Pays du Bureau du PNUD en République Centrafricaine.

Handwritten signature

Handwritten signature

Handwritten signature

L'Unité de gestion de gestion travaillera en étroite collaboration avec l'A.N.E et les autorités nationales de transition en charge des forces de défense et de sécurité pour établir les plans de déploiement et de décaissement des ressources PBF.

III. Gestion et coordination

a) Gestion du projet :

Le projet sera exécuté par le Bureau du PNUD par le biais de la Modalité d'exécution Direct des projets (DIM). Le PNUD en assurera la supervision et l'assurance qualité sous la direction du Représentant résident avec l'appui de la direction du PNUD, coordonnée par le Directeur Pays, appuyé par le Directeur Pays Adjoint/Programme et le Directeur Pays Adjoint/Opérations. La gestion quotidienne des activités substantive et la coordination du travail des autres aux experts/spécialistes rattachés au projet sera assurée par le CTP qui rendra régulièrement compte au PNUD. Le projet fait partie de l'unité intégrée d'assistance électorale des Nations Unies, dont les experts seront intégrés au sein de l'équipe de la Division électorale de la Mission (MINUSCA).

b) Gestion des risques :

Tableau 5 – Matrice de gestion des risques

Risques	Probabilité (haute, moyenne, faible)	Impact	Stratégie d'atténuation (et personne/unité responsable)
Manque de volonté pour organiser les élections	Moyenne	<ul style="list-style-type: none"> - Retard volontaire dans l'organisation des élections - Faible confiance dans la crédibilité du processus électoral 	<ul style="list-style-type: none"> - Les partenaires de la RCA maintiennent le dialogue avec les autorités de la Transition autour du processus électoral.
Perception d'une orientation partisane des actions de l'ANE par l'opinion nationale et internationale	Moyenne	<ul style="list-style-type: none"> - Impact négatif sur l'intégrité du processus électoral - Manque de confiance des citoyens dans l'opération de déploiement des auxiliaires de sécurité - Renforcement du sentiment d'insécurité 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la communication entre l'ANE et les parties prenantes aux élections.
Faible implication ou indifférence des acteurs nationaux aux différentes phases du processus électoral.	Moyenne	<ul style="list-style-type: none"> - Impact négatif sur la crédibilité du processus électoral - Confiance limitée des citoyens dans l'opération de déploiement des auxiliaires de sécurité - Renforcement du sentiment d'insécurité 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la communication entre l'ANE et les parties prenantes aux élections.
Insuffisance des ressources pour la prise en charge des agents auxiliaires de sécurité	Moyenne	<ul style="list-style-type: none"> - Faible couverture du territoire national en sécurité électorale - Faible participation des électeurs dans les zones non couvertes par la sécurité électorale. - Crédibilité des élections en tache. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le PACEC intensifie la mobilisation des ressources pour couvrir les besoins de mobilisation des auxiliaires de sécurité - Le Gouvernement de la RCA s'engage à prendre en charge le déploiement des agents auxiliaires

c) Suivi et évaluation :

Le Projet fera l'objet d'un suivi régulier à travers des réunions hebdomadaires du Comité stratégique, des réunions du Comité de pilotage et du Comité technique. Le suivi du fonctionnement et la collecte des données relatives aux indicateurs de suivi seront assurés à travers des réunions périodiques et des missions de supervision des activités réalisées. Tous les mois, lors des réunions régulières du CP, l'A.N.E et le PNUD présenteront des rapports écrits d'avancement des activités et des rapports financiers aux membres du comité en vue de leur adoption. Tout au long de la durée du projet l'UGP établira et présentera aux partenaires : un rapport d'activité bimensuel avec indication du degré de mise en œuvre des activités par rapport aux résultats définis dans le projet et mention des contraintes envisagées; des états financiers détaillés trimestriels.

d) Dispositions administratives

Le Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluri partenaires (MPTF) du PNUD fait office d'Agent administratif (AA) du Fonds pour la consolidation de la paix, et est chargé, à ce titre, de recevoir les contributions des donateurs, d'assurer les transferts de fonds des entités des Nations Unies bénéficiaires, ainsi que de la consolidation des rapports narratifs et financiers et de la présentation de l'ensemble aux donateurs liés au PBSO et au Fonds. En tant qu'Agent administratif, le MPTF transfère les fonds aux entités des Nations Unies bénéficiaires sur la base du Mémoire d'accord signé par chaque entité et par le MPTF.

Fonctions de l'Agent administratif

Au nom des organisations participantes, et conformément au « Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds » (2008)² (Protocole relatif à l'Agent administratif des Fonds d'affectation spéciale pluri donateurs et des Programmes conjoints, et du Fonds du programme des Nations Unies « Unis dans l'action ») – protocole approuvé par le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) – le Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluri partenaires doit, en tant qu'Agent administratif du Fonds :

- Débourser des fonds à l'intention de chaque entité des Nations Unies bénéficiaire, conformément aux instructions du PBSO. En principe, l'Agent administratif procède à chaque versement dans un délai de 3 à 5 jours ouvrables après avoir reçu les instructions du PBSO, ainsi que le Formulaire de demande pertinent et le Descriptif de projet signé par tous les participants concernés;
- Consolider les rapports narratifs et les états financiers (annuels et finals), sur la base des demandes soumises à l'Agent administratif par les entités des Nations Unies bénéficiaires, et fournir aux donateurs et au PBSO les rapports d'activité consolidés;
- Procéder, dans le cadre du système du MPTF, à la clôture opérationnelle et financière du projet, une fois celui-ci déclaré officiellement achevé par l'entité des Nations Unies bénéficiaire concernée (en joignant également le rapport narratif final, l'état financier final certifié et le document spécifiant le remboursement du solde);

Débourser des fonds à l'intention de toute entité des Nations Unies bénéficiaire, afin de couvrir tout coût supplémentaire décidé par le PBSO, conformément au statut et aux

² Disponible à l'adresse suivante : <http://www.undg.org/docs/9885/Protocol-on-the-role-of-the-AA-10.30.2008.doc>

règles du Fonds.

Responsabilité, transparence et rapports des entités des Nations Unies bénéficiaires

Les entités des Nations Unies bénéficiaires doivent assumer intégralement la responsabilité programmatique et financière des fonds qui leur sont versés par l'Agent administratif. Ces fonds seront gérés par chaque entité conformément à son propre statut, ses propres règles, directives et procédures.

Chacune de ces entités tiendra un « grand livre » faisant état de la réception et de la gestion des fonds qui lui auront été versés par l'Agent administratif sur le budget du Fonds. Ce grand livre, autonome pour chaque entité, sera géré par l'entité en question conformément à ses règles, directives et procédures (y compris les règles régissant les intérêts). Chaque « grand livre » autonome sera soumis exclusivement aux procédures d'audit internes et externes établies dans le cadre du statut, des règles, des directives et procédures applicables à l'entité des Nations Unies concernée.

Chaque entité des Nations Unies bénéficiaire fournira à l'Agent administratif et au PBSO (uniquement en ce qui concerne les rapports narratifs, dans ce dernier cas) les éléments suivants :

- Des rapports d'activité semestriels, à soumettre au plus tard le 15 juillet;
- Des rapports d'activité narratifs annuels, à soumettre dans un délai de 3 mois après la fin de l'année civile (31 mars);
- Des états financiers annuels en date du 31 décembre et concernant les fonds versés à l'entité en question par le Fonds, à soumettre dans un délai de 4 mois après la fin de l'année civile (30 avril);
- Des rapports narratifs finals, après achèvement des activités prévues dans le document programmatique approuvé, et à soumettre dans un délai de 4 mois (30 avril), au cours de l'année suivant l'achèvement des activités en question. Le rapport final contiendra un résumé des réalisations et résultats en regard des buts et objectifs du Fonds;
- Des états financiers finals et certifiés, après achèvement des activités prévues dans le document programmatique approuvé, et à soumettre dans un délai de 6 mois (30 juin), au cours de l'année suivant l'achèvement des activités en question;
- Le solde non utilisé à la clôture du projet devra être reversé, et une notification sera envoyée à ce sujet au Bureau du MPTF, dans un délai de 6 mois (30 juin) au cours de l'année suivant l'achèvement des activités.

Propriété du matériel, des fournitures et autres biens

La propriété du matériel, des fournitures et autres biens financés sur le budget du Fonds sera assumée par l'entité des Nations Unies bénéficiaire et responsable des activités. Les questions de transfert de propriété demandé par l'entité des Nations Unies bénéficiaire seront déterminées conformément aux politiques et procédures de l'entité en question.

Information du public

Le PBSO et l'Agent administratif veilleront à la publication des opérations du Fonds sur le site Internet de ce dernier (<http://unpbf.org>) et sur le site de l'Agent administratif (<http://mptf.undp.org>).

Annexe A : Résumé de projet (à fournir au Bureau du MPTF sous format Word)

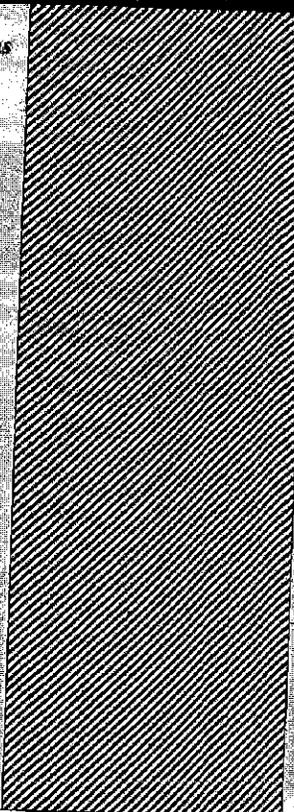


FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

RÉSUMÉ DE PROJET

Numéro et intitulé du projet :	00093846 Projet d'Appui au Cycle Électoral de la RCA (PACEC)	
Entité(s) de l'ONU bénéficiaire(s) :	Programme Nations Unies pour le Développement (PNUD)	
Partenaire(s) d'exécution :	Autorité Nationale des Élections (ANE)	
Site :	République Centrafricaine	
Budget approuvé du projet :	USD 36, 652,008	
Durée du projet :	Date de démarrage prévue : Novembre 2014	Date d'achèvement prévue : Décembre 2016
Description du Projet :	Appuyer l'A.N.E. dans la sécurisation du processus électoral sur le territoire national	
Objectif global de consolidation de la paix visé :	Appuyer le renforcement de l'établissement de la démocratie par le renouvellement des institutions à travers la tenue d'élections régulières, libres transparentes et crédibles.	
Domaine de priorité du Fonds :	Priorité Numéro 2 : Promouvoir la coexistence et résolution pacifiques des conflits	
Résultats du projet :	Les élections 2015-2016 se déroulent dans la paix et les résultats sont acceptés de tous. Les nouvelles institutions de la République sont installées.	
Activités principales du projet :	Composante 1- Appui à l'enregistrement des électeurs Composante 2 – Appui aux opérations électorales Composante 3 – Appui à l'éducation civique et à la communication Composante 4 – Renforcement des capacités et gestion/coordination du programme	

Annexe B – Cadre de résultats du projet IRF

Nom du pays : République Centrafricaine							
Dates du projet : Novembre 2014 – Décembre 2016							
Théorie de changement pour l'IRF : En raison du nouveau de violence expérimenté par les citoyens centrafricains en 2013 et des soubresauts vécus au cours de la période de transition, si les élections n'enregistrent pas de violence le jour des scrutins ainsi qu'à la suite de la proclamation des résultats, alors la République Centrafricaine s'inscrit dans l'amorce d'une consolidation de la paix en vue de se consacrer à son développement économique et social.							
Résultats	Produits	Indicateurs	Mode de vérification	Année 1		Année 2	
Etapas							
Description du résultat 1 : <i>La sécurisation du processus électoral est assurée et le processus électoral se déroule dans un environnement sécurisé et paisible.</i>		Indicateur de résultat 1 a Absence de perturbation dans les bureaux de votes le jour des scrutins référendaire, présidentiel et législatifs Niveau de référence : Cible :	<ul style="list-style-type: none"> ✓ PV des bureaux de vote ✓ Rapport d'observation électoral ✓ Rapports de sécurité ✓ Reportages dans les média 	✓			
		Indicateur de résultat 1 b Absence d'agression physique sur les membres des bureaux de vote et entre électeurs autour ou dans les bureaux de vote les jours de scrutins. Niveau de référence : Cible :	<ul style="list-style-type: none"> ✓ PV des bureaux de vote ✓ Rapport d'observation électoral ✓ Rapports de sécurité ✓ Reportages dans les média 	✓			
		Indicateur de résultat 1 c Absence de destruction de matériel électoral installé dans les Centre et bureaux de vote Niveau de référence : Cible :	<ul style="list-style-type: none"> ✓ PV des bureaux de vote ✓ Rapport d'observation électoral ✓ Rapports de 	✓			

sécurité	sécurité	<p>✓</p> <p>Rapports d'incidents autour des bureaux et centres de vote</p> <p>✓</p> <p>Rapports de formation produits</p>	<p>✓</p> <p>Rapports d'incidents autour des bureaux et centres de vote</p> <p>✓</p> <p>Rapports de formation produits</p>	<p>✓</p> <p>Rapports d'incidents autour des bureaux et centres de vote</p> <p>✓</p> <p>Rapports de formation produits</p>	<p>✓</p> <p>Rapports d'incidents autour des bureaux et centres de vote</p> <p>✓</p> <p>Rapports de formation produits</p>
<p>Produit 3. Formation des agents sur la sécurisation des élections</p>	<p>Niveau de référence : Inexistence des moyens de communications sécurisés entre les aires d'opérations électorales et le CTD</p> <p>Nombre d'agents formés sur la sécurisation des élections</p> <p>Niveau de référence : Cible : les agents recrutés sont des jeunes garçons et filles des communautés de votant</p>	<p>Niveau de référence : Inexistence des moyens de communications sécurisés entre les aires d'opérations électorales et le CTD</p> <p>Nombre d'agents formés sur la sécurisation des élections</p> <p>Niveau de référence : Cible : les agents recrutés sont des jeunes garçons et filles des communautés de votant</p>	<p>Niveau de référence : Inexistence des moyens de communications sécurisés entre les aires d'opérations électorales et le CTD</p> <p>Nombre d'agents formés sur la sécurisation des élections</p> <p>Niveau de référence : Cible : les agents recrutés sont des jeunes garçons et filles des communautés de votant</p>	<p>Niveau de référence : Inexistence des moyens de communications sécurisés entre les aires d'opérations électorales et le CTD</p> <p>Nombre d'agents formés sur la sécurisation des élections</p> <p>Niveau de référence : Cible : les agents recrutés sont des jeunes garçons et filles des communautés de votant</p>	<p>Niveau de référence : Inexistence des moyens de communications sécurisés entre les aires d'opérations électorales et le CTD</p> <p>Nombre d'agents formés sur la sécurisation des élections</p> <p>Niveau de référence : Cible : les agents recrutés sont des jeunes garçons et filles des communautés de votant</p>
<p>Produit 4. Recrutement et formation des agents auxiliaires de sécurité</p>	<p>Nombres d'agents formés et opérationnels</p> <p>Niveau de référence : Inexistence des auxiliaires de sécurité formés</p>	<p>Nombres d'agents formés et opérationnels</p> <p>Niveau de référence : Inexistence des auxiliaires de sécurité formés</p>	<p>Nombres d'agents formés et opérationnels</p> <p>Niveau de référence : Inexistence des auxiliaires de sécurité formés</p>	<p>Nombres d'agents formés et opérationnels</p> <p>Niveau de référence : Inexistence des auxiliaires de sécurité formés</p>	<p>Nombres d'agents formés et opérationnels</p> <p>Niveau de référence : Inexistence des auxiliaires de sécurité formés</p>